

Journal de Roubaix

Quotidien de Roubaix Tourcoing et de la Région



BUREAUX
 ROUBAIX. - 66-71, Grande-Rue, Tél. 237.32, 237.33 et 237.34.
 TOURCOING. - 52, rue Carnot, Tél. 37.
 LILLE. - 3, rue Faidherbe, Tél. 239.51.
 L'ARRAS. - 23, boulevard Faidherbe, Tél. Provinces, 17.54.
 MOUSCRON. - 108, rue de la Station, Tél. 2.64.

ANCIENS DIRECTEURS :
 Jean Reboux
 Alfred Reboux
 Madame Alfred Reboux

L'actualité familiale

Pour une politique cohérente L'EXEMPLE BELGE

Il serait injuste de reprocher à la collectivité et à l'Etat, qui la représente, de ne rien faire pour les chefs de famille. Mais l'on peut à bon droit souhaiter que leur action soit moins fragmentaire, moins incohérente et davantage rattachée à une doctrine, celle qui, dans tous les cas, doit faire exception de la valeur sociale des foyers.

« La famille étant la source de toute grandeur nationale, de toute prospérité économique, c'est le bien familial qui doit être à la fois inspirateur et coordinateur des lois sociales. » Tel est l'article neuvième et dernier de la Déclaration des droits de la famille, promulguée à Lille en 1920.

Nous n'en sommes pas à ce stade. Les lois sociales, telles que les conçoivent ceux qui actuellement les rédigent et les votent, sont faites en fonction de l'individu. Ensuite, on leur apporte, le plus souvent après des réclamations énergiques, le complément et le correctif familial.

Il arrive aussi qu'on l'oublie. Cela vient encore de se produire et voici deux exemples.

Le premier vient d'être rapporté par le « Journal de Roubaix ». Il s'agit de la semaine de quarante heures et des allocations familiales.

Dans certaines industries, — en attendant une généralisation, — on ne travaillera plus que cinq jours par semaine.

Aura-t-il des allocations familiales pour le sixième jour ? Non, pour le moment du moins, parce que ce serait contraire au texte de la loi sur les allocations familiales qui n'accorde celles-ci que par jour de travail et que le législateur a oublié de modifier cette loi d'allocations en votant la loi des quarante heures.

Pourtant !... les enfants ont faim le samedi comme les autres jours et réclament leur tartine.

On l'a oublié ! (1)

Autre fait récent. On vient d'élever le chiffre maximum au-dessus duquel les travailleurs ne peuvent bénéficier des Assurances sociales. Il a été porté de 18.000 à 21.000 francs.

Auparavant, le chiffre limite de 18.000 était augmenté de 2.000 francs pour un enfant à charge, de 4.000 pour deux enfants et était porté à 25.000 lorsque les assujettis avaient à charge trois enfants et plus.

Maintenant le plafond unique est de 25.000 pour les assujettis ayant un seul enfant à charge. De ce fait la famille est plus nombreuse, il n'est plus question. De sorte que voici mis sur le même pied le père de l'enfant unique et celui de dix enfants.

Ce dernier, on l'a encore oublié... Constatons que l'on n'y pense pas assez souvent.

Cette déformation n'est pas spéciale à notre pays. Elle existe ailleurs, et même en Belgique, où pourtant les problèmes familiaux sont à l'ordre du jour. Mais on se préoccupe à-bas d'opérer la rectification nécessaire. Il n'est pas mauvais qu'on le sache en notre pays, pour suivre l'exemple.

Henri DAVID.

(Lire la suite page 2.)

N.D.L.R. — On aura remarqué que M. le ministre du Travail dans son allocution de samedi au Conseil des Prud'hommes de Roubaix a promis de modifier très prochainement le règlement qui empêchait les Caisses de compensation de payer les allocations autrement que par « journées de travail ».

Nous sommes heureux d'avoir pu contribuer à ce rapide résultat.

LES NOUVEAUX LOCAUX DE LA C.F.T.C.



UNE VUE GÉNÉRALE DES NOUVEAUX LOCAUX DE LA CONFÉDÉRATION FRANÇAISE DES TRAVAILLEURS CHRÉTIENS, RUE SAINT-GEORGES, A PARIS.

LA GUERRE CIVILE EN ESPAGNE

LE GÉNÉRAL FRANCO déclare que le mouvement nationaliste est uniquement dirigé contre le communisme

Il s'élève contre les campagnes qui accusent les troupes qu'il commande d'actes de terrorisme et affirme que ses soldats sont, à part quelques volontaires de la Légion étrangère, tous des Espagnols



LE GÉNÉRAL FRANCO

Salamanque, 17 janvier. — Le général Franco a reçu à son grand quartier général à Salamanque, l'un des envoyés spéciaux de l'Agence Havas qui relate comme suit cette entrevue :

Le général Franco m'accueille souriant, la main tendue.

— Veuillez me poser des questions



UN CENTRE DE RAVITAILLEMENT AUX ABORDS DE VALENCE, D'OU PARTENT LES TRAINS DE MUNITIONS ET DE VIVRES POUR LA DÉFENSE DE MADRID.

précises, me dit-il, je suis entièrement disposé à vous répondre sans détour.

« Il n'y a pas de soldats allemands au Maroc espagnol »

— Mon général, vous savez quel émoi a causé dans le monde la nouvelle selon laquelle des troupes allemandes auraient débarqué au Maroc...

— Il n'y a pas de soldats allemands dans le Maroc espagnol. J'ai déjà donné un démenti formel à ce sujet. Il se trouve en outre, simple coïncidence, qu'il n'a même jamais eu aussi peu de civils

allemands dans ces régions qu'actuellement. Remarquez que, à chacune de nos victoires, la campagne de fausses nouvelles ou de mensonges grossiers s'intensifie, celle-ci étant particulièrement bien orchestrée.

« C'est un fait inquiétant — parce qu'il prouve à quel point les nerfs de l'Europe sont tendus — qu'on ait accordé aveuglément créance à cette faiblesse.

« Nous ne luttons et ne lutterons que pour chasser de notre sol les forces mauvaises du communisme »

« Pas plus aujourd'hui qu'hier, il n'est question pour le gouvernement de l'Espagne nationale de céder un seule parcelle des territoires appartenant à la nation.

« Je suis d'un œil attentif la propagande que les rouges, sous des formes diverses, alimentent dans tous les pays. J'étais prévenu de la campagne sur les débarquements allemands, comme je sais qu'il y a en préparation une autre campagne hostile contre le mouvement national en Amérique du Nord.

« Que le monde se rassure ce n'est pas nous qui mettrons la paix européenne en danger.

— Le caractère international que prend la guerre d'Espagne inquiète inévitablement...

« Le général Franco m'interrompt : « Le caractère international de notre guerre n'est pas notre fait. Nous ne l'avons ni voulu, ni désiré. Nous ne luttons et nous ne lutterons jusqu'à la victoire finale, que pour chasser de notre sol les forces mauvaises du communisme. »

« Nous voulons libérer et nous libérerons

notre pays de l'emprise mortelle d'une idéologie qui nous est en tous points étrangère. Nous ne voulons que cela. Nous ne nous battons que pour cela.

« L'amitié que certaines nations nous témoignent, elle nous est acquise précisément par notre attitude sans fard. L'Allemagne et l'Italie, chacune dans son genre, ont mené le même combat. C'est tout le secret de leur sympathie pour nous.

« Chez nous, ceux qui se battent n'ont pas été recrutés à l'aide des primes payées avec l'or volé dans les caisses nationales »

« Ce n'est pas nous qui avons donné à cette lutte intérieure un caractère international. Si tel est vrai, que nos armées bénéficient de l'appui d'un petit nombre de techniciens étrangers, ce sont des Espagnols et des ressortissants espagnols qui tombent sur les fronts. A l'exception d'une poignée de volontaires régulièrement engagés dans notre légion, ce sont des Espagnols qui meurent pour leur Dieu et leur Patrie.

« Chez nous ceux qui se battent n'ont pas été recrutés à l'étranger au moyen de fortes primes payées avec l'or volé dans les caisses nationales.

« Que la France et l'Angleterre veillent sur leurs possessions ; elles sont menacées »

« Malgré les habiletés de certaine diplomatie, l'opinion mondiale a vu clair et commence à nous rendre justice. Même en France et en Grande-Bretagne où, je le sais, l'action du communisme est la plus active, on s'aperçoit du danger des menées communistes. A mon avis, ce danger est encore plus grave qu'on ne semble le croire ou le savoir dans ces deux pays.

« C'est surtout dans leurs colonies que le péril se précise.

« Je voudrais ne pas être un prophète de malheur : que la France et l'Angleterre, avec qui nous avons eu toujours des relations d'amitié, veillent bien sur leurs possessions : elles sont menacées.

« Enfin pour terminer sur ce sujet, je tiens à bien préciser qu'il faudra chercher ailleurs qu'ici les responsables des conséquences extérieures possibles de notre guerre intérieure.

« Nous prendrons la capitale ; nous ne la détruirons pas »

« L'évacuation de la population civile de Madrid change-t-elle vos plans pour la prise de la capitale ? Vous estimez-vous dégagé maintenant du souci de la prendre sans ménagement ?

« Il n'y a rien de changé. Madrid tombera comme il est prévu. Après les victoires d'El Escorial, de Navacerrada et l'arrivée de nos troupes à Carabanchel, les rouges ont commis une folie, un crime, entendez-vous, en n'abandonnant pas la capitale.

« Oui, je sais, Madrid a une grande importance politique ; mais ce n'est pas à Madrid que se joue le sort de la guerre.

(Lire la suite page 2.)

LE CERCLE VICIEUX



(Ph. Franco-Fressa.)

Un commerçant parisien connaissant le goût de ses contemporains pour les formules sentencieuses, a indiqué en quelques courtes phrases le danger que représentaient pour l'économie nationale l'abstention des acheteurs.

M. Henri Salengro est élu député de la 2^e circonscription de Lille



M. HENRI SALENGRO

Voici les résultats de l'élection législative de Lille :

Inscrits : 21.251. — Votants : 17.859
 Suffrages exprimés : 17.583

Ont obtenu :
 M.M. H. Salengro, S.F.I.O. 9.888 voix ELU
 Chys, rep. national. 5.930 voix
 Mangulne, comm. ... 1.841 voix
 Rousselet Ph., ind. ... 168 voix
 Pichard, P.P.F. ... 4 voix

Il s'agissait, comme on le sait, de pourvoir au remplacement de M. Roger Salengro, décédé.

En 1936, au premier tour, sur 19.441 votants, les voix se répartissaient comme suit : M.M. GH (Renéte républicaine), 6.505 voix ; Devreyer (indépendant), 1.831 ; Terrillon (rad.-soc.), 701 ; Salengro, député sortant (S.F.I.O.), 8.828 ; Mangulne (communiste), 2.608 ; Lahaye (Parti d'unité prolétarienne), 255.

Au scrutin de ballottage M. Salengro était élu par 11.788 voix contre 7.229 voix à M. GH.

M. Mussolini affirme que les démocraties sont des foyers de corruption, des auxiliaires du bolchevisme

Il ne croit pas aux Etats-Unis d'Europe, mais à une sorte « d'idée européenne »

Berlin, 17 janvier. — Le « Voelkischer Beobachter » publie l'interview accordée par M. Mussolini à M. Roland Strunk sous ce titre : « Les rapports italo-allemands, base d'une nouvelle Europe. »

Dans cette interview, après avoir déclaré que l'accord méditerranéen italo-anglais ne fait qu'affirmer l'axe Berlin-Rome, le Duce a fait aussi des déclarations générales sur la structure politique de l'Europe.

« Nous avons ait un grand pas en avant, dit-il ; nous avons forcé l'axe Berlin-Rome. C'est là le début d'un nouveau processus de consolidation pour l'Europe.

« Je ne crois pas aux Etats-Unis d'Europe. C'est une utopie toute subordonnée à l'histoire et à la géographie politique. Nous sommes tous trop vieux sur ce continent. Chaque peuple a son histoire d'où découlent ses caractéristiques nationales et politiques.

« En Amérique tout est plus jeune, tout a moins de traditions. L'Europe s'est organisée en profondeur, tandis que l'Amérique se développe en largeur à la surface. Mais, poursuit M. Mussolini, quand on sait que le bolchevisme est le seul danger qui menace notre culture et notre existence, on en arrive à une sorte « d'idée européenne ».

Le Duce a déclaré ensuite : « Nous n'avons aucune intention territoriale, de quelque nature que ce soit, en liaison avec la situation provoquée par l'intervention soviétique en Espagne.

« A la question de savoir si l'institution d'une République soviétique en Espagne ou dans une partie de l'Espagne, par exemple, la Catalogne constituerait une mise en péril du statu quo, le Duce a répondu : « Cela va sans dire. »

Le Duce affirma ensuite que c'en est fini de l'œuvre des démocraties.

« Conséquemment ou inconsciemment, elles ne sont plus, dit-il, que des foyers de corruption, des porte-bacilles, des auxiliaires du bolchevisme. Elles constituent un groupe. Nous sommes l'autre. L'avenir se détourne de la collectivité, de la masse qui réagit obscurément. Les démocraties sont comme des sables mouvants. Nous, notre idéal politique, c'est un roc, un sommet de granit. »

L'envoyé spécial du « Voelkischer Beobachter » à Rome ajoute que M. Mussolini a mis fin à cet entretien en le chargeant d'exprimer ses salutations les plus cordiales au Führer.

L'Allemagne et l'Italie en se rapprochant de l'Angleterre vont-elles chercher à éloigner la France de la Russie ?

ROME ET BERLIN SERAIENT DÉCIDÉS A AGIR D'ACCORD AVEC LONDRES DANS LES AFFAIRES D'ESPAGNE

Rome, 17 janvier. — Le départ prochain de Sir Eric Drummond, qui sera à Londres mardi après-midi, est dû à des raisons exclusivement privées, l'ambassadeur de Grande-Bretagne devant assister au mariage du duc de Norfolk, son beau-frère.

Les interprétations politiques données à ce déplacement sont considérées, dans les milieux italiens, comme inexactes.

Il est vrai que Sir Eric Drummond a été reçu samedi par le comte Galeazzo Ciano ; mais l'entretien aurait porté, assure-t-on, sur la prochaine réponse italienne à la dernière note britannique.

L'idée d'un retour à la politique du pacte à quatre est, sans doute, au fond de la pensée mussolinienne. La constance des attaques dirigées contre la France, amie de l'U.R.S.S. et, d'autre part, le ménagement à l'égard de l'Angleterre, montrent clairement que l'on souhaite à Rome et, probablement à

Berlin, la réalisation d'un front Rome-Berlin-Londres qui, mettant la France en difficulté, l'amènerait à abandonner l'amitié soviétique.

A ce moment, elle n'aurait d'autre ressource que de s'associer aux trois autres puissances occidentales.

Que les conversations Goering-Mussolini aient envisagé cette éventualité, rien ne le prouve ; mais tout l'indique.

Quant à l'adhésion de la Grande-Bretagne à ce sujet, elle reste, pour l'instant, au moins problématique.

Ce qui résulte plus clairement des rares indications sérieuses recueillies à Rome ces derniers jours, c'est que l'Italie et l'Allemagne seraient décidées à agir d'accord avec l'Angleterre à l'égard des affaires espagnoles, c'est-à-dire que, pratiquement, leur attitude, intransigente, jusqu'à présent, se laisserait influencer par l'esprit de modération qui est celui de l'Angleterre.

L'installation des trônes à la Chambre des Lords



En prévision de la cérémonie au cours de laquelle le nouveau souverain anglais donnera lecture du discours de la couronne, on a installé samedi, à la Chambre des Lords, deux trônes. Là encore, la tradition britannique ne se dément pas, puisqu'elle veut que le trône de la reine — sur la droite — soit de deux pouces moins haut que celui du roi.

LE GÉNÉRAL GAMELIN préside une réunion du Souvenir français, à Metz

« Une patrie qui veut et doit vivre n'a pas le droit d'oublier »

Metz, 17 janvier. — Présidant la réunion annuelle du « Souvenir français » qui a eu lieu aujourd'hui à Metz, le général Gamelin, chef d'état-major général de l'armée, a prononcé un discours dans lequel il a déclaré notamment :

« De la crise que nous traversons sortira un bien, si nous étions conduits à nous libérer de l'appât de jouissance que le développement de la civilisation matérielle a déchaîné au cours du 19^e siècle et qui nous a étourdis aux lendemains de la victoire.

« Certes, nous ne voulons pas désespérer et nous résoudons à croire que les progrès de la science profiteront uniquement au triomphe de la force.

« C'est l'honneur de la civilisation à laquelle nous restons attachés, c'est le sens de nos démocraties, c'est la pensée même du christianisme de continuer à avoir foi dans l'avenir de la fraternité humaine.

« Aussi, ceux qui ont quelque autorité, ne doivent-ils pas se laisser de rappeler la nécessité constante de s'unir et de se subordonner. Le sens de l'équipe et le respect des élites n'empêchent pas de respecter soi-même, d'être un homme libre, mais qui consent ses activités et ses inclinations ses droits devant le devoir.

« Il faut plus que jamais, pour les anciens, dont je suis, respecter à la jeunesse qu'une patrie qui veut et doit vivre n'a pas le droit d'oublier. »

LE CHATELAIN DE DOORN



UN RÉCENT INSTANTANÉ DE L'EX-EMPEREUR, QUI, AGÉ DE 78 ANS, VIENT D'ÊTRE ATTEINT PAR LA GRIPPE.

ne doivent-ils pas se laisser de rappeler la nécessité constante de s'unir et de se subordonner. Le sens de l'équipe et le respect des élites n'empêchent pas de respecter soi-même, d'être un homme libre, mais qui consent ses activités et ses inclinations ses droits devant le devoir.

« Il faut plus que jamais, pour les anciens, dont je suis, respecter à la jeunesse qu'une patrie qui veut et doit vivre n'a pas le droit d'oublier. »